

Crise agricole : un changement d'époque

Thierry Pouch

Dans la crise que traverse le monde agricole en France – d'autres pays européens comme le Pologne, la Grèce, la Hongrie, la Belgique, les Pays-Bas, ont eux aussi été exposés à des tensions agricoles –, l'image qui est souvent véhiculée est celle d'un monde fixe, englué dans un passé productiviste duquel les principaux acteurs n'entendent pas sortir. Au travers des discours médiatiques, pour se limiter à ceux-là en raison de leur prédominance dans l'espace social, on perçoit une description d'un secteur économique replié sur lui-même, arc-bouté sur des privilèges hérités de la mise en place il y a plus de soixante ans de la Politique agricole commune (PAC), un repli orchestré de surcroît par un syndicat majoritaire dont chacun reconnaîtra le sigle et les traits.

En réalité, le secteur agricole n'est pas un isolat dont les difficultés rencontrées émaneraient de maux qui lui seraient propres, comme inhérents, renvoyant à une approche de l'agriculture dont les spécificités – pour réelles qu'elles soient sur certains aspects – n'ont pourtant pas empêché son absorption dans et par le capitalisme. Il est un monde à scruter de près, requérant une analyse en profondeur, indissociable de la dynamique du capitalisme et des forces qui l'animent, et, pour tout dire, un monde à problèmes.

À bien y regarder, l'agriculture a en quelque sorte toujours été en crise, et l'on peut en dresser sommairement une typologie. Crise de modernisation au début de la décennie 1960, où il s'agit de sélectionner les agriculteurs les plus aptes à répondre à la croissance de la production. Crise de

surproduction au début des années 1970 résultant des performances accomplies par une agriculture fortement soutenue par l'intervention de l'Europe. Crise concurrentielle à partir des années 1990 du fait de la mondialisation et des élargissements de l'UE aux Pays d'Europe centrale et orientale. Crise écologique depuis les années 2000, à l'origine de laquelle est repérable la nécessité de repenser le modèle productif agricole.

Pour mesurer l'intensité des crises et des analyses qui en ont découlé, il suffit de rappeler que, dès les années 1980, plusieurs auteurs s'étaient déjà penchés sur la problématique de la crise agricole, sous des angles multiples. Revenu des agriculteurs, pression concurrentielle, complexité du processus d'installation des jeunes, identité professionnelle reconfigurée, en particulier avec l'affirmation des exigences environnementales, tout indiquait que le monde agricole se trouvait face à un nécessaire changement de paradigme productif¹. Mais plutôt que d'en faire une crise interne, il était suggéré de mettre en relief les répercussions de la crise du capitalisme qui surgit au début des années 1970 sur les composantes de la politique agricole moderne.

¹ On peut prendre par exemple appui sur la parution, en 1987, d'un numéro spécial de la revue *Sociologie du travail*, dans lequel plusieurs auteurs, majoritairement économistes, analysaient l'agriculture française confrontée à une nouvelle crise. Il y était souligné que cette nouvelle crise était dans la continuité des précédentes. *Sociologie du travail* (1987), *Les agriculteurs français face à une nouvelle crise*, numéro 4.

Un monde agricole en effet à problèmes d'une part par les clivages politiques qui, en quelque sorte, structurent son mode de fonctionnement, et, d'autre part, parce qu'il est absorbé depuis le milieu des années 1990 par un régime socio-économique mondialisé lui-même en crise, et dont l'agriculture constitue l'une des manifestations. C'est pourquoi il est suggéré de se déprendre des profits faciles émanant d'expertises en tout genre soit pour discréditer les agriculteurs, soit pour leur apporter un soutien indéfectible, pour mieux se concentrer sur la crise agricole dans ce qu'elle exprime de ses rapports avec le mode de production capitaliste. On dressera dans un premier temps une série de diagnostics sur cette crise agricole, avant, dans un second temps, d'articuler cette crise à celle du capitalisme.

Diagnostics

Les diagnostics de la crise agricole apparaissent simples à établir, tant ils ont été énoncés, décortiqués, débattus, pour finir par se télescoper, s'opposer. On se limitera ici à en dresser trois types.

Resituée dans la problématique du réchauffement climatique, la crise agricole européenne et singulièrement française, constitue la manifestation de l'arrivée aux limites de l'efficacité historique d'un « modèle » instauré au début des années 1960 et structuré autour de l'exploitation agricole familiale à deux unités de travail. Un modèle productif et social aujourd'hui tant décrié du fait de ses répercussions sur les sols, sur le développement de certaines pathologies humaines, sur le bien-être animal, sur la biodiversité, et invité à effectuer une transition agroécologique, une sorte de grande transformation notamment dans le cadre défini en 2019 par l'UE, celui du Pacte Vert. Le message est répété à l'envi,

faisant parfois fi des nouvelles orientations des méthodes de production, de l'usage plus modéré des intrants depuis une dizaine d'années, du développement d'une bioéconomie au sein de laquelle l'agriculture apporte son concours, au point de déplier des changements d'identités professionnelles (l'agriculteur devient un moléculteur producteur de molécules pour l'industrie, un bio-massiculteur fournisseur de ressources biosourcées, un énergiculteur apte à répondre aux objectifs de croissance des énergies renouvelables afin de réduire les usages d'énergies fossiles), et d'exiger des investissements colossaux pour innover, pour incorporer des technologies de précision dans les pratiques culturales et d'élevage et réduire ainsi le recours aux engrais minéraux, pour réintroduire dans les systèmes de polyculture de l'élevage et se démarquer ainsi d'une tendance à la monoculture comme on peut le constater dans des zones à faible potentiel agronomique, qualifiées de zones intermédiaires.

Pour résumer ce premier point, la crise agricole traduit le désarroi d'agriculteurs estimant avoir un lien intime avec le vivant, alors que la modernisation agricole enclenchée il y a plus de soixante ans a en réalité dénoué ce lien, une orientation qui risque de s'intensifier avec le changement d'époque que connaît actuellement l'agriculture et qui, on y reviendra, tourne la page du modèle d'exploitation familiale implanté au début des années 1960 – les lois d'orientation agricole visant à défendre et consolider la centralité de la famille dans l'activité économique des agriculteurs – et dont les spécificités avaient été rappelées à de nombreuses reprises².

² Sur ce point, lire François Purseigle et Bertrand Hervieu (2022), *Une agriculture sans agriculteurs*, Paris, SciencesPo Les Presses. Sur l'approche de l'exploitation familiale, outre les deux auteurs à

Les économistes savent bien que, dans des phases intenses d'innovations, le *path dependency* forme une force de rappel qui montre que le paradigme productif antérieur, pourtant caduque, est complexe à surmonter et à dépasser, parce qu'il a précisément été à l'origine des réussites économiques des secteurs, que ce soit en agriculture, ou dans l'industrie. Plus largement, les transformations que doivent accomplir les systèmes productifs apparaissent longues, coûteuses, et complexes. Car la crise agricole s'incarne dans cette exigence de reconfiguration de la manière de penser la production de biens agricoles et alimentaires, et de la réaliser. Cette manière de repenser la production agricole est également la source d'une lutte sociale pour le contrôle et la définition du statut d'agriculteur, comme semble l'exprimer en filigrane les joutes syndicales récentes autour notamment des normes ou des accords de libre-échange, lutte indissociable de ce que l'on vient de rappeler à l'instant sur l'exploitation familiale.

La crise agricole est également la manifestation d'une entrée du secteur dans la mondialisation. On peut situer cette entrée au milieu de la décennie 1990, lorsque, après huit ans de négociations, le GATT parvient à faire signer par les États membres, les Accords de Marrakech en mai 1994. Des accords qui, sur le plan agricole, contiennent trois principes fondamentaux : la baisse des soutiens agricoles internes (par exemple, pour l'UE, la révision à la baisse des prix d'intervention en céréales, en viande bovine, révision déjà adoptée dans le cadre de la réforme de la PAC de 1992) ; celle des

l'instant mentionnés, voir également le célèbre ouvrage d'Henri Mendras (1967), *La fin des paysans*, Paris, éditions Actes Sud, 1984, dans lequel il indiquait que « ni la division du travail, ni la séparation de la production et de la consommation, ni celle de la vie économique et familiale n'existent dans l'agriculture traditionnelle » (page 117).

subventions externes (les restitutions aux exportations contenues dans la PAC) ; l'ouverture partielle du marché intérieur à des productions en provenance des pays signataires des Accords de Marrakech. Quelques années après, c'est le commerce extérieur français agroalimentaire qui entre dans une longue phase de pertes de parts de marché. Agriculteurs et industries de la transformation avaient propulsé la France au rang de seconde nation exportatrice mondiale, juste derrière les États-Unis. L'érosion des performances extérieures, sous l'effet d'une concurrence acharnée, va la placer au sixième rang en 2025. Pire encore, le solde commercial agroalimentaire, toujours excédentaire depuis 1979, devrait être déficitaire en 2025. L'originalité de cette dynamique réside dans le fait que c'est de la concurrence intra-européenne que provient cette érosion des performances commerciales. En a découlé, durant la crise actuelle, l'affirmation que l'UE était devenue un vaste espace de rivalités commerciales entre les principales puissances agricoles (Pays-Bas, Allemagne, Pologne, Espagne), rivalités émanant de différentiels de coûts de production et de distorsions dans les applications de normes édictées par les États membres et par la Commission européenne.

Le troisième diagnostic à dresser concerne la PAC elle-même. En l'espace d'une trentaine d'années, la fonction de cette politique *commune*, la trajectoire qui fut la sienne depuis 1962, s'est inversée. Indissociable du triomphe de la logique keynésienne, la PAC a longtemps soutenu les agriculteurs (céréaliers, betteraviers, éleveurs bovin, producteurs de lait tout particulièrement) au travers de prix d'intervention et de subventions aux exportations, tout en les protégeant de la concurrence extérieure par le truchement de la préférence communautaire.

De tels dispositifs institutionnels ont conduit l'Europe communautaire à l'autosuffisance en un temps réduit, une décennie à peine, et au rang de puissance agri-exportatrice. À l'échelle macroéconomique, le rôle de l'agriculture dans le développement du capitalisme selon les périodes précises de son histoire peut être mesuré³. En l'occurrence, la modernisation de l'agriculture française au début des années 1960 fait d'elle l'agriculture du fordisme. Sous l'impulsion de la réforme de la PAC de 1992 et des Accords de Marrakech de 1994, l'agriculture s'internationalise et participe de la mondialisation croissante des systèmes alimentaires sous l'égide des firmes transnationales et des grands groupes financiers. L'agriculture entre dans l'ère du libéralisme, et va être de moins en moins protégée et régulée par l'interventionnisme public⁴.

Les racines lointaines de la crise agricole se situent là, dans ce processus d'absorption de l'agriculture dans et par l'économie mondiale, et dans le tournant libéral pris par l'Union européenne à partir du début de la décennie 1990 et dont la manifestation reste à l'évidence la réorientation de la PAC vers davantage de marché. Une telle ambition européenne trouve son origine dans le *Mémoire sur la réforme de l'agriculture*

³ Sur le rôle de l'agriculture dans le développement du capitalisme, et les régimes productifs qui en découlent, voir Harriet Firedmann et Philp Mc Michael (1989), « Agriculture and the State System. The rise and decline of national agriculture from 1870 to the present », *Sociologia Ruralis*, Vol. XXIX/2, p. 93-117. Voir également Gilles Allaire (1988), « Le modèle de développement agricole des années 1960 », *Economie rurale*, numéro 184-186, p. 171-181.

⁴ Cf. Gilles Allaire (2025), « Continuité et rupture de la politique agricole commune à l'aune des crises agricoles », in V. Chatellier, M. Pidoux, Th. Pouch et M. Raffray (éds.) (2025), *Politiques agricoles. Théories, histoires, réformes, expériences*, Volume I, Paris, éditions Classiques Garnier, coll. « Rencontres », p. 203-244.

de la Communauté économique européenne du Commissaire européen à l'agriculture Sicco Mansholt, rendu public en 1969. Le bilan critique de la PAC établi par ce texte, tant sur l'importance trop élevée du budget agricole que sur les inégalités de revenus entre les agriculteurs des États membres, conduit l'auteur à considérer que la politique de soutien ne saurait apporter une réponse à la crise agricole. L'objectif qui est fixé est de rétablir les équilibres de marché. Vingt-cinq ans plus tard, la Commission européenne amorce ce tournant libéral dont les fondements avaient été déposés dans le *Mémoire Mansholt*.

Crise agricole et capitalisme

L'agriculture est donc partie prenante du mouvement général de déréglementation enclenché en Europe au détour de la décennie 1990. Un mouvement qui s'encastre dans la mondialisation économique et financière et qui provoque, progressivement, une crise agricole illustrative d'un changement d'époque. La traduction directe de ce qu'il faut bien appeler la banalisation de l'agriculture, fut et est encore la mise en concurrence des agriculteurs et, au-delà, des territoires⁵. La crise agricole est l'expression de la fin d'un modèle, sans que, pour autant, le nouveau paradigme centré sur des critères fondamentalement écologiques ne soit en mesure de s'affirmer et de se stabiliser, faute d'un régime d'accumulation fiable et durable. Il est probable qu'une telle crise perpétue les tensions syndicales en cours, dont on a pu mesurer l'intensité lors des hivers 2023-2024-2025.

La crise agricole apparaît ainsi structurée autour de la question du maintien ou non de

⁵ Cf. Robert Boyer, Thierry Pouch et Marine Raffray (2024), « De quoi la crise agricole est-elle le nom ? », *L'Homme et la Société*, numéro 221, p. 101-132.

l'exploitation familiale, de la figure du paysan, que beaucoup ont tendance à essentialiser. Cela renvoie à un débat ancien, celui qui opposa, les économistes estimant que l'absorption de l'agriculture dans et par le mode de production capitaliste était impossible au regard des entraves empêchant cette absorption de se réaliser, à d'autres selon lesquels ce processus était déjà engagé depuis le lancement de la phase de modernisation de l'agriculture. Pour faire bref, on aura reconnu les deux figures qui, en France, ont porté à son acmé le débat sur une question largement posée par Marx dans *Le Capital* – dans le chapitre sur l'accumulation primitive du capital plus particulièrement – et par ses continuateurs, Lénine, Luxemburg, et Kautsky. Il s'agit entre autres auteurs, de Claude Servolin et de Jean Cavaillès. À la lumière de la crise agricole, c'est bien ce débat qui est rouvert, bien que dans un contexte idéologique fort différent⁶.

On peut considérer que ce débat constitue en Occident, et singulièrement en France, un chapitre clos dans l'histoire du marxisme. L'agriculture familiale, le paysan, le petit producteur marchand, ne sont plus en phase avec l'état présent du capitalisme. D'abord parce que l'enjeu alimentaire mondial est à l'origine de convoitises qui animent les firmes multinationales de l'alimentaire, et des rivalités géoéconomiques qui structurent les stratégies des États-nations, comme on peut le constater depuis la crise économique et financière de 2008-2013 et surtout depuis l'annexion de la Crimée et la guerre en Ukraine. Ensuite, et dans un certain prolongement à ce qui vient d'être dit, l'enjeu alimentaire mondial engendre des répercussions sur l'acquisition et le contrôle

du foncier agricole pour lesquels il est indispensable de mobiliser des capitaux. Le tournant technologique absorbe également le secteur agricole, obligeant les producteurs à s'équiper en outils digitaux, en drones, pour superviser leurs pratiques culturales et d'élevage. De même, face au changement climatique, l'enjeu des semences revêt une importance décisive, amenant l'agriculture à dépendre encore plus fortement des grandes firmes semencières. C'est tout un processus de dévalorisation du savoir agricole, patiemment construit à partir de la fin des années 1950, qui s'impose aujourd'hui.

Dans la mesure où les agriculteurs ont pour directives de transformer leurs méthodes de production pour répondre notamment à des exigences environnementales, certains capitaux individuels ne peuvent s'adapter à de telles injonctions. Leur rentabilité n'est plus à la hauteur des engagements financiers qu'ils doivent réaliser, d'autant plus que les aides allouées par la PAC diminuent de réformes en réformes, conditionnant ainsi le maintien et la survie des producteurs les plus affectés par ces bouleversements. En ce sens, l'efficacité des dispositifs institutionnels d'hier, fixés dans la PAC originelle, s'efface. La dévalorisation du capital qui en découle trouve sa concrétisation dans la diminution des cheptels, bovins en particulier, et dans le déploiement de solutions alternatives *a priori* plus rentables, comme celle incarnée par l'activité énergétique au travers de l'agrivoltaïsme. Par substitution, des investissements dans la production de viande synthétique ou cellulaire sont réalisés sur la base de capitaux privés qui, avant d'être rentables, ouvrent la voie à une dynamique d'importations de viande en provenance de grands bassins d'élevage. L'enjeu de l'accord avec le Mercosur se situe en partie dans cette perspective d'accéder à une alimentation, en

⁶ Se reporter à Thierry Pouch (2023), *Essai sur l'histoire des relations entre l'agriculture et le capitalisme*, Paris, éditions Classiques Garnier, coll. « Bibliothèque de l'économiste ».

l'occurrence carnée, moins coûteuse. Une dynamique qui n'est pas sans faire écho au choix effectué par l'Angleterre du XIX^e siècle, lors de la controverse autour des *Corn Laws*. Est-il alors surprenant que le point de départ de la crise agricole soit géographiquement situé dans un grand quart Sud-Ouest de la France, là où l'élevage est souvent prédominant ?

C'est pourquoi l'on peut parler d'une absorption à grande échelle de l'agriculture dans et par le mode de production capitaliste. Ce dernier n'est plus dans une configuration où il laissait à l'État la mission de réguler les marchés agricoles, afin de disposer d'une offre de matières premières qu'il transformait *via* les industries agroalimentaires. Elle est insérée dans un capitalisme qui, aujourd'hui, emprunte nombre de traits qui le caractérisaient depuis longtemps, en l'occurrence l'existence d'opérateurs oligarchiques dominant les marchés agricoles. Ensuite, le fonctionnement de ces marchés agricoles, comme celui de la plupart des marchés aujourd'hui, obéit non seulement à une pure régulation marchande malgré les processus de libéralisation des marchés, mais à une brutalité des rapports de force capitalistes appuyés plus ou moins profondément par des politiques publiques des États ou des coalitions d'États et leurs moyens de pression, monétaires, politiques, voire militaires.

Conclusion

On est donc loin d'une simple jacquerie paysanne, d'une rébellion supplémentaire des campagnes, mais bien face à une rupture structurelle et historique. Et ce ne sont pas les mesures prises en urgence par l'État ou par l'UE, souvent sur une temporalité courte, qui sortiront les agriculteurs de la crise. La crise est celle d'un paradigme qui avait

correspondu à une étape historique du capitalisme, c'est-à-dire produire pour approvisionner toutes les populations des États membres du Marché commun puis de la C.E.E. Il ne faut donc pas se tromper de crise.

Ce qui fait question, c'est le mode de production agricole lui-même, dans son rapport avec le capitalisme. C'est pourquoi il convient de le lire comme un indice d'une grande crise agricole dont on discerne mal les conditions de sortie, tout en identifiant dans les rapports de force actuels les acteurs qui tentent d'un côté de préserver un modèle antérieur plus ou moins aménagé, et, de l'autre, ceux qui entendent accélérer sa disparition au profit d'une agriculture plus en phase avec les mutations du capitalisme.

Thierry Pouch est économiste au [Laboratoire Crieg-Regards de l'Université de Reims Champagne-Ardenne](#).